



Compte-rendu CDAS du 27 novembre 2025

Suite à la lecture de notre liminaire, M. Chappuis confirme le constat de la CGT : la baisse des dotations entraîne une forte incertitude budgétaire, et le premier CDAS de 2026 se tiendra sûrement sans budget. Il partage également ce pessimisme concernant l'évolution du budget du CAL pour 2026.

Présentation de M. Claude Caillot, conseiller technique régional, responsable du suivi des deux assistantes sociales.

Rappel de leurs domaines d'intervention : famille, logement, accès aux droits, santé, handicap, questions financières, vie professionnelle et accompagnement des collectifs de travail .
La CGT souligne leur réactivité et leur disponibilité.

Point restauration collective

Suite à la fermeture du restaurant de la Poste, deux solutions sont offertes aux agents :

- RIA AIGOS : prix moyen 8,08 € (1,93 € pris en charge par l'action sociale + 1,92 € pour les agents ≤ indice 539)
- Restaurant AGERE : prix moyen 9,98 € (3,83 € pris en charge + 1,92 € selon indice)

La CGT demande que les subventions soient revues à la hausse pour faciliter l'accès à la restauration collective. En effet, la fréquentation a tendance à baisser car le prix peut être un frein pour de nombreux agents.

Le restaurant administratif d'Issoire fermera le 9 décembre. Malgré la préférence des agents pour des tickets-restaurants, le secrétariat général a choisi un conventionnement avec le centre hospitalier, privilégiant ainsi la solution la moins coûteuse.

Tarifs du repas (entrée-plat-fromage-dessert) :

. 4,53 € pour les agents ≤ indice 539, 6,15 € pour les autres.

La liste des agents, ainsi que leur indice, sera transmise au plus vite afin qu'ils puissent acheter les tickets.

Budget et actions 2025

Le reliquat de 977 € sera utilisé pour le goûter des parents lors de l'arbre de Noël. L'extension de la tranche d'âge 14 à 16 ans n'est donc pas retenue.

Le spectacle de Noël a lieu mercredi 3 décembre.

La CGT demande une autorisation d'absence sur la journée entière pour les agents participants à l'arbre de Noël. Mme Sabathier va faire le nécessaire auprès de la direction.

Actions prévues pour 2026

Seront organisés, à destination de :

- les familles/actifs : reconduction du futuroscope en privilégiant les familles ayant un faible quotient familial qui n'ont pas été sélectionnées en 2025
- les ados : une demi-journée escalade à B'UP un chèque cadeau pour la rentrée de 25€
- les enfants une demi-journée à la patinoire
- les retraités : une journée pour la fête du Roi de L'Oiseau au Puy en Velay
- l'arbre de Noël, spectacle et chèque cadeau dont le montant initial qui pourra être réajusté est prévu à 25€

Les conventions avocat et psychologue sont bien entendus reconduites. Décision d'augmentation du budget de 2 000 € à 2 500 € en raison de la montée des sollicitations .

De nombreux retards sont constatés dans le traitement des dossiers ASFL, en raison du manque de moyens et de l'augmentation du nombre de demandes. Il est donc recommandé aux agents de remplir leur dossier avec la plus grande attention pour éviter des délais pénalisants.

Pour l'organisation de l'arbre de Noël 2026, Mme Sabathier a contacté Centre Spectacles en plan B au cas où le cirque serait trop cher.

Le stage de préparation à la retraite ne sera pas reconduit car la SRIAS propose une action similaire.

La CGT approuve le vote des actions CAL prévues en 2026 mais s'abstient sur le voyage au Futuroscope tant que les chiffres sur les tranches 1 et 2 non retenues en 2025 n'auront pas été communiqués.

Vos représentants CGT titulaires : Mathilde Pombo et Laurence SANCHEZ

Vos représentants CGT suppléants : Emmanuelle Bobrowski et Cyrille RISCH

Déclaration liminaire des représentants CGT :

Fidèle au mandat donné par les salarié·es, la CGT continue de se battre pour défendre la retraite à 60 ans à taux plein, notre système de sécurité sociale ainsi que pour plus de justice fiscale dans notre pays.

En cette année où nous célébrons les 80 ans de la Sécurité sociale, conquête majeure arrachée par les travailleurs et travailleuses, nous devrions en être fiers. Pourtant cette conquête est aujourd'hui sévèrement attaquée.

La réforme de la protection sociale complémentaire en est un exemple flagrant : mise en place dans la précipitation, sans accompagnement digne de ce nom, elle met en difficulté les agents et va les conduire une véritable explosion des coûts en étant confiant dans notre administration à une entreprise d'assurance privée ALAN bien loin des valeurs mutualistes.

Le projet de budget 2026, sans la mobilisation du monde du travail, aura des conséquences catastrophiques notamment pour les travailleurs et les travailleuses, pour nos services publics, pour les malades, pour les retraités et pour l'avenir de notre pays. Puisque encore une fois sont visés les plus fragiles et la fonction publique :

- les retraités avec le gel des pensions
- les malades par le doublement initialement prévu des franchises médicales, qui pourraient atteindre 350 € par personne par an
- l'affaiblissement des services publics 3 000 suppressions de postes de fonctionnaires sont programmées.

Et lorsqu'on demande plus d'équité devant l'impôt ou plus de contrôle des aides aux entreprises c'est NON :

- non à la taxation du patrimoine des milliardaires destinée à corriger la sous-imposition de leurs revenus par rapport au reste de la population (taxe Zucman)*
- non aux mesures visant à remettre en cause et à conditionner une partie des 211 milliards d'aides publiques dont bénéficient les entreprises chaque année sans condition ni contrepartie.*

Concernant les agents de la fonction publique, si on se place du seul point de vue financier, lorsqu'on cumule les années successives du gel du point d'indice, c'est 23 % de perte de pouvoir d'achat en Euros constants. Personne ne peut douter qu'ils peuvent toutes et tous échapper aux difficultés pour se loger, pour accéder aux soins médicaux, se déplacer et même se nourrir correctement.

Quant à l'action sociale, alors que les besoins de nos agents n'ont jamais été aussi importants, et que nous faisons face, comme tous les organismes, à de l'inflation nous devrions nécessairement recevoir des budgets en augmentation. Or, si l'on se réfère aux discussions budgétaires qui ont lieu aujourd'hui, il faudra vraisemblablement s'attendre encore une fois à une baisse de notre CAL (Crédit d'Action Locaux).

Malgré tous les efforts fait en local ; comment pourrons-nous répondre à l'attente de nos agent.e.s. Nous nous devons d'abandonner des actions phagocytant le budget ou celles ayant une utilité sociale plus discutable et ne bénéficiant qu'à une minorité, et malheureusement nous recentrer sur des actions justifiées.

Nous ne pouvons nous y résigner c'est pourquoi la CGT Finances continuera à revendiquer et à se battre pour une politique d'action sociale ambitieuse avec des moyens à la hauteur des enjeux et difficultés auxquels les agent.e.s de notre administration font face.